



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
Conseil national des droits de l'Homme



الإتحاد العام لمقاومات المغرب
Confédération Générale des Entreprises du Maroc

Séminaire national

لقاء وطني

حقوق الإنسان والمقاولة بالمغرب **DROITS DE L'HOMME** ET ENTREPRISE AU MAROC

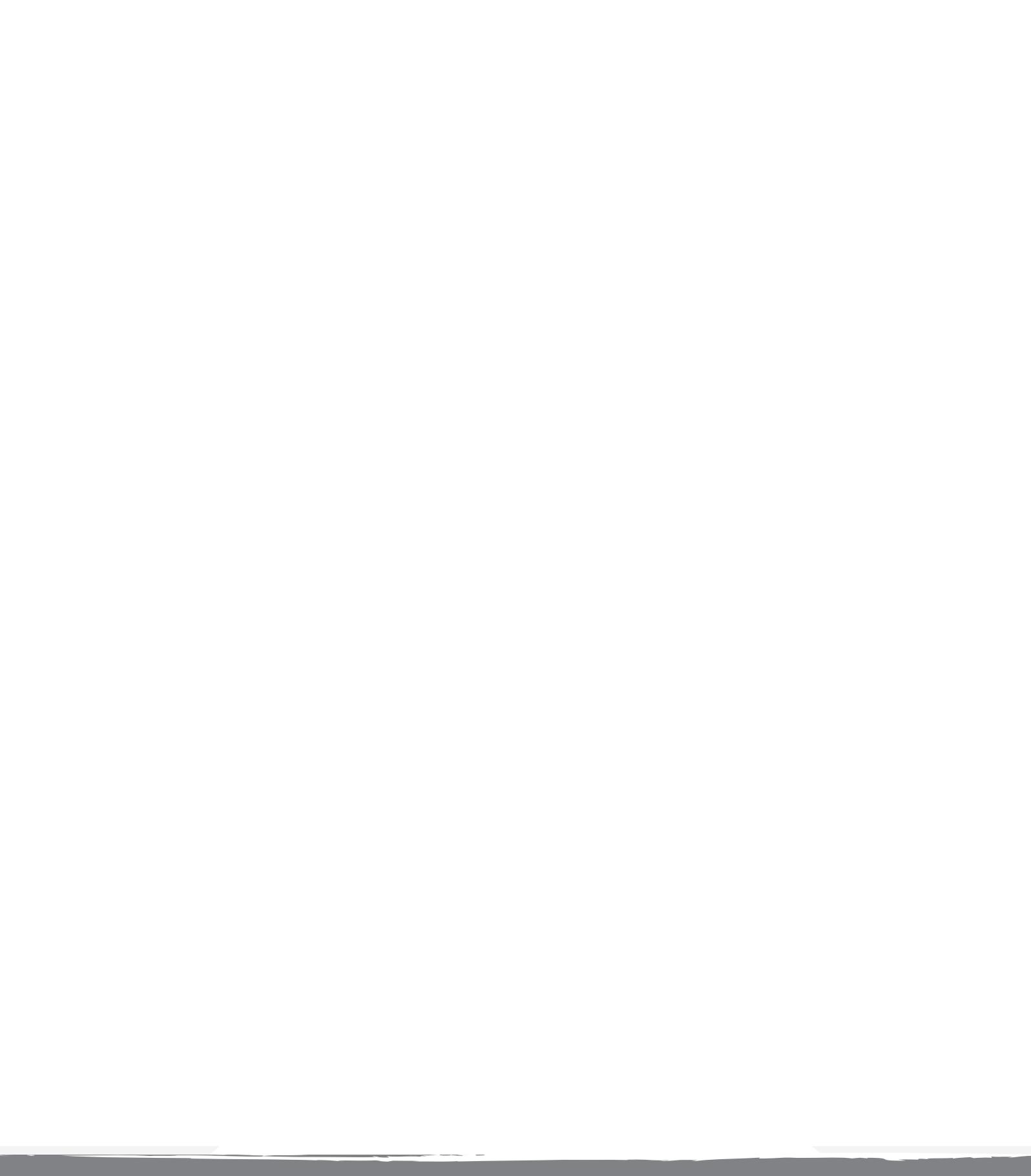
الدار البيضاء، 5 فبراير 2013
فندق كلدن توليب فرح

Casablanca, le 5 février 2013
Hôtel Golden Tulip Farah

Avec l'appui de :



بدعم من:



Le contexte

L'inscription du Maroc dans l'universalité des droits humains et son engagement, confirmé par la nouvelle constitution, pour l'Etat de droit, impliquent la mobilisation de toutes les composantes de la société y compris les acteurs économiques. Face à la multiplicité et l'interdépendance des difficultés qui frappent actuellement l'économie mondiale, les entreprises et les États sont à la recherche de moyens de développement, durables et innovants pour être conformes aux standards universels des droits de l'Homme.

Au Maroc, il existe de multiples initiatives en faveur de la promotion des pratiques responsables des entreprises en matière sociale, sociétale et environnementale dont la Charte de Responsabilité Sociale et le label RSE de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) qui se réfèrent à la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Partant de ces acquis, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), régi par les Principes de Paris et par son Dahir de constitution du 1er mars 2011, a inscrit les questions des droits de l'Homme et de l'entreprise dans son programme d'action, conformément à son mandat élargi en matière de promotion et de protection des droits de l'Homme.

Le 26 juin 2011, le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies a adopté à l'unanimité une importante résolution, définissant des Principes Directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme. Bien que ne créant pas de nouvelles obligations juridiques, ces principes constituent néanmoins une norme internationale faisant autorité.

Le séminaire national

En appui à la promotion et à la mise en œuvre de ce nouveau mécanisme international et en s'associant aux partenaires économiques et sociaux concernés, le CNDH et la CGEM ont décidé de renforcer le débat sur la question des droits de l'Homme et de l'entreprise au Maroc, par une journée d'étude nationale organisée avec l'appui de l'Association francophone des institutions nationales des droits de l'Homme (AFNCDH).

PARTICIPANT-E-S

Départements ministériels / institutions nationales / élu-e-s / Entreprises privées et publiques / Fédération des chambres de commerce / Syndicats / Associations / Experts / Médias / Organisations internationales.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Promouvoir le dialogue et la coopération sur les questions liées aux entreprises et aux droits de l'Homme dans le cadre d'une approche globale multipartite ;

Créer progressivement une dynamique vertueuse qui tienne compte des rôles et responsabilités respectifs de toutes les parties prenantes de l'entreprise en matière de droits de l'Homme.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Compréhension de la relation entre droits de l'Homme et entreprise en termes d'historique, de définition et d'impact ;

Faire un état des lieux des pratiques des parties prenantes en matière de protection et de respect des droits de l'Homme dans la sphère de l'entreprise ;

Identifier des perspectives de coopération sur cette thématique.

LE PROGRAMME

8h30- 9h00 : Inscription et accueil des participants

9h- 10h : Séance d'ouverture

Président : M. Driss ElYazami, président du CNDH

M. Abdelouahed Souhaïl, Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

M. Salah Eddine Kadmiri, Vice-président général de la CGEM

M. Miloud Moukharik, Secrétaire général de l'UMT

M. Zair Abdelkader, adjoint du Secrétaire général de CDT

M. Hamid Chabat, Secrétaire général de l'UGTM

M. Abderrahmane Azzouzi, Secrétaire général de la FDT

M. Mohamed Yatim, Secrétaire général de l'UNTM

10h - 11h : Session I : Droits de l'Homme et entreprise : Le cadre normatif international et national

Modératrice : Mme Jamila Sayouri, membre du CNDH

Les Principes Directeurs des Nations unies: Quelles modalités de mise en œuvre ?

Groupe de Travail du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme

Les obligations internationales du Maroc

M Mahjoub El Haiba, Délégué interministériel aux droits de l'Homme

Constitution, droits de l'Homme et entreprise

M. Ahmed Moufid, chercheur à l'Université de droit de Fès et membre du bureau exécutif de l'association Adala.

Rôle des institutions nationales des droits de l'Homme

M. Koffi Kounte, Ancien membre du Groupe de travail du Comité international de coordination des commissions nationales des droits de l'Homme.

11h- 11h30 : Pause café

Session 2 : Droits de l'Homme et entreprises publiques et privées : cadre légal et voies de recours

Modérateur : M. Mohamed Chafki, Directeur des études et des prévisions financières, Ministère de l'Economie et des Finances

11h30 - 12h30 : Panel 1 : Le cadre légal et réglementaire

Lois et politiques de l'Etat pour la protection des droits de l'Homme sous le prisme des conventions internationales.

M. Mimoun Bentaleb, Secrétaire Général, Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
Ministère délégué chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration

La budgétisation sensible au genre (BSG) : cadre d'évaluation des politiques publiques sous le prisme des droits humains
Mme. Zineb Bouba, Chef de service du rapport économique et du rapport budget genre, Direction des études et des prévisions financières, Ministère de l'Economie et des Finances.

DÉBAT

12h30- 13h30 : Panel 2 : les mécanismes de recours

M. Abdelali Benamor, Président du Conseil de la Concurrence

M. Ali Rame, Directeur du pôle juridique de l'Instance Centrale de la Prévention de la Corruption

M. Abdelaziz Benzakour, Le Médiateur du Royaume

M. Abderrahman Mesbahi, Président de chambre à la cour de cassation, Vice-président de l'Amicale Hassania des Juges

M. Mohamed Tariq, Président de l'Association Marocaine des Inspecteurs de Travail ;

M. M'Hammed Grine, vice-président de l'OMDH

DÉBAT

13h30 – 14h30 : Déjeuner

12h30- 13h30 : Panel 2 : les mécanismes de recours

M. Abdelali Benamor, Président du Conseil de la Concurrence

M. Ali Rame, Directeur du pôle juridique de l'Instance Centrale de la Prévention de la Corruption

M. Abdelaziz Benzakour, Le Médiateur du Royaume

M. Abderrahman Mesbahi, Président de chambre à la cour de cassation, Vice-président de l'Amicale Hassania des Juges

M. Mohamed Tariq, Président de l'Association Marocaine des Inspecteurs de Travail ;

M. M'Hammed Grine, vice-président de l'OMDH

DÉBAT

13h30 – 14h30 : Déjeuner

LE PROGRAMME

14h30-14h50 : Session 3 : Entreprises et parties prenantes

Modératrice : Dr. Najat Mjid, experte des Nations Unies, membre du CNDH

Présentation de l'Etude sur les droits de l'Homme et l'entreprise dans le monde : état des lieux

M. Fouad Benseddik, Directeur des Méthodes et des Affaires Institutionnelles, Vigeo

14h50 – 16h : Panel 3 : Rôles des parties prenantes

Refonte du dialogue social

M. Jamal Belahrach, Président de la Commission Emploi et Relations Sociales, CGEM

Le rôle des syndicats dans la protection et la promotion des droits humains dans l'entreprise :

Mme Amal Alamri, Secrétaire Nationale de l'UMT

M. Mohamed Atif, membre du bureau exécutif de la CDT

M. Mohamed Hjira, Secrétaire général de la Fédération nationale des fonctionnaires du ministère de l'Emploi, UGTM

M. Abdelouahed Benchrifa, membre du bureau central de la FDT

M. Abdellilah Dahmane, membre du bureau national de l'UNTM

DÉBAT

16h - 17h30 : Panel 4 : Pratiques responsables des entreprises

La responsabilité sociale de l'entreprise : La charte et le Label RSE de la CGEM

M. Saïd Sekkat, Président de la Commission RSE et labels, CGEM

Quelques bonnes pratiques des entreprises

M. Khalid Lahbabi, Directeur Ressources Humaines, CMCP International paper

M. Kamal Fahmi, Directeur Développement Durable, Groupe Managem

Mme. Hayat Toukani, Directrice QSE et Projets RSE, Tragem

M. Mohamed Soual, Conseiller du Président, Groupe OCP

DÉBAT

17h30 – 18h : Synthèse des travaux

Mme Houria Tazi Sadeq, Avocate et universitaire

Conclusion : M. Driss El Yazami

18h : Cocktail de clôture

حقوق الإنسان والمقاومة بالهغرب

البرنامج

14.30 - 14.50 : الجلسة الثالثة: حقوق الإنسان و المقاومة؛ الممارسات الجيدة

المسيرة: الدكتورة نجاه مجيد، خبيرة لدى الأمم المتحدة و عضو بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان
حقوق الإنسان داخل المقاومة: دراسة مقارنة

السيد فؤاد بن الصديق، مدير الشؤون المؤسسية، Vigeo

14.50 - 16.00 : الموضوع الثالث: دور الشركاء

تأسيس الحوار الاجتماعي

السيد جمال بلحرش، رئيس لجنة التشغيل و العلاقات الاجتماعية الإتحاد العام لمقاولات المغرب
دور المركزيات النقابية:

السيدة أمال العمري، الكاتبة الوطنية للاتحاد المغربي للشغل.

السيد محمد حجيرة، كاتب عام الجامعة الوطنية لموظفي وزارة التشغيل، الاتحاد العام للشغالين بالمغرب

السيد عبد الواحد بنشريفه، عضو المكتب المركزي للفدرالية الديمقراطية للشغل.

السيد عبد الإلاه دحمان، عضو المكتب الوطني للاتحاد الوطني للشغل بالمغرب

16.00 - 17.30 : الموضوع الرابع: الممارسات المسؤولة للمقاولة

ميثاق المسؤولية الاجتماعية و علامة الجودة الخاصة بها « Label RSE de la CGEM »

السيد سعيد السقاط، رئيس لجنة المسؤولية الاجتماعية للمقاولة بالإتحاد العام لمقاولات المغرب.
بعض الممارسات الجيدة للمقاولة

السيد خالد لحبابي، مدير الموارد البشرية CMCP international paper ،

السيد كمال فهمي، مدير التنمية المستدامة، Groupe Managem

السيدة حياة تو كمي مديرة QSE و مشاريع RSE Tragem

السيد محمد سؤال، مستشار رئيس المكتب الشريف للفوسفات OCP،

مناقشة

18.00 - 17.30 : خلاصات تركييبية

السيدة حورية التازي، محامية و أستاذة جامعية

اختتام: السيد إدريس اليازمي

18.00 : حفل الاختتام

حقوق الإنسان والمقاولة بالهغرب

12.30 - 11.30 : الجلسة الثانية : حقوق الإنسان و المقاولة : الإطار القانوني و سبل الانتصاف

المسير: السيد محمد شفيقي، مدير الدراسات و التوقعات المالية، وزارة الاقتصاد والمالية

الموضوع الأول : الجانب التشريعي و التنظيمي

قوانين و سياسة الدولة لحماية حقوق الإنسان بمجال المقاولة على ضوء المعاهدات الدولية ذات الصلة

السيد ميمون بنطالب، الكاتب العام لوزارة التشغيل و التكوين المهني

الوزارة المكلفة بالوظيفة العمومية و تحديث القطاعات

تقييم ميزانية النوع الاجتماعي في السياسات العمومية من منظور حقوق الإنسان

السيدة زينب بوبا، رئيسة قسم التقرير الاقتصادي و تقرير ميزانية النوع الاجتماعي، مديرية الدراسات و التوقعات المالية،

وزارة المالية والاقتصاد.

مناقشة

13.30 - 12.30 : الموضوع الثاني : آليات الانتصاف

السيد عبد العلي بنعمور، رئيس مجلس المنافسة

مؤسسة الوسيط السيد عبد العزيز بنزاكور، وسيط المملكة،

السيد علي رام، مدير القسم القانوني، الهيئة المركزية لمحاربة الرشوة

السيد عبد الرحمان المصباحي، رئيس غرفة محكمة النقض، نائب رئيس الودادية الحسنية للقضاة

السيد محمد طارق، رئيس الجمعية المغربية لمفتشي الشغل

السيد محمد كرين، نائب رئيس المنظمة المغربية لحقوق الإنسان

مناقشة

14.30 - 13.30 : استراحة غذاء

حقوق الإنسان والحوكمة بالمغرب

البرنامج

8h30- 9h00: استقبال المشاركين و المشاركات

9h00- 10h00 : الجلسة الافتتاحية

الرئيس: السيد إدريس اليازمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان
السيد عبد الواحد سهيل، وزير التشغيل و التكوين المهني
السيد صلاح الدين القدميري، نائب الرئيسة العام، الإتحاد العام لمقاولات المغرب
السيد ميلود مخرق، الكاتب العام للإتحاد المغربي للشغل
السيد الزاير عبد القادر، نائب الكاتب العام للكونفدرالية الديمقراطية للشغل
السيد حميد شباط، الكاتب العام للإتحاد العام للشغالين بالمغرب
السيد عبد الرحمان العزوزي، الكاتب العام للفدرالية الديمقراطية للشغل
السيد محمد يتيم، الكاتب العام للإتحاد الوطني للشغل بالمغرب

10.00- 11.00 : الجلسة الأولى، حقوق الإنسان و المقاوله؛ الإطار المعياري الدولي و الوطني

مسيرة الجلسة: السيدة جميلة سيوري، عضو المجلس الوطني لحقوق الإنسان
المبادئ التوجيهية للأمم المتحدة حول حقوق الإنسان و المقاوله: التعريف، الأجرة، الصعوبات
فريق العمل المعني بمسألة حقوق الإنسان والشركات عبر الوطنية وغيرها من مؤسسات الأعمال على مستوى مجلس حقوق الإنسان بالأمم
المتحدة

الالتزامات الدولية للمغرب في مجال المقاوله وحقوق الإنسان

السيد محجوب الهيبه، المندوب الوزاري لحقوق الإنسان

حقوق الإنسان والمقاوله بين المرجعية الدولية والتطبيقات الوطنية

السيد أحمد مفيد، أستاذ باحث بكلية الحقوق بفاس وعضو المكتب التنفيذي لجمعية عدالة
دور المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان في حماية حقوق الإنسان و النهوض بها في مجال المقاوله
السيد كوفي كونطي، عضو سابق باللجنة التنسيقية الدولية للمجالس الوطنية لحقوق الإنسان

11.00 - 11.30 : استراحة

السياق

إن انخراط المغرب في المنظومة الدولية لحقوق الإنسان، وإقراره بذلك في الدستور الجديد، وعزمه المعلن على بناء دولة الحق والقانون، يقتضي تعبئة كل مكونات المجتمع بما في ذلك الفاعلين الاقتصاديين.

إن أثر الأزمة الحالية على الاقتصاد العالمي و الوطني يحتم على المقاولة و ذوي المصلحة من مؤسسات وطنية، ومجتمع مدني، بذل مزيدا من الجهود للبحث على سبل التعاون لإيجاد حلول مبتكرة لتنمية اقتصادية مستدامة تنسجم مع المعايير العالمية لحقوق الإنسان.

في هذا الإطار، قام الفاعلون الاقتصاديون والاجتماعيون بالمغرب بمجموعة من المبادرات الجيدة التي تصب في اتجاه ترسيخ المسؤولية الاجتماعية للمقاولة.

و تعد مبادرة الإتحاد العام لمقاولات المغرب و المتمثلة في اعتماد ميثاق المسؤولية الاجتماعية و كذا علامة الجودة الخاصة بها « La-bel RSE de la CGEM » من بين الممارسات الفضلى .

و انطلاقا من هاته المكتسبات، و استنادا إلى الظهير رقم 1.11.19.1 مارس 2011، الذي يخول للمجلس الوطني لحقوق الإنسان صلاحيات واسعة في مجال حماية حقوق الإنسان و النهوض بها، تم التركيز على موضوع حقوق الإنسان و المقاولة ضمن محاور اشتغاله الاستراتيجية.

صادق مجلس حقوق الإنسان للأمم المتحدة بالإجماع على قرار هام

اللقاء الوطني

يعرف ب «المبادئ التوجيهية للمقاولة و حقوق الإنسان» و ذلك بتاريخ 26 يونيو 2011.

هذا القرار يحدد الإطار المفاهيمي القائم على ثلاثة مبادئ أساسية: الحماية : مسؤولية الدولة في حماية حقوق الإنسان. الاحترام: مسؤولية المقاولة في احترام حقوق الإنسان الانتصاف: الولوج إلى سبل الإنصاف.

واعتمادا على استراتيجية لجنة التنسيق الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، وفي إطار استمرارية الإجراءات التي اتخذتها مختلف المؤسسات المغربية العامة والخاصة وكذا الاتحاد العام لمقاولات المغرب إضافة إلى الفاعلين الاقتصاديين والاجتماعيين الآخرين ، سينظم المجلس الوطني لحقوق الإنسان بشراكة مع الاتحاد العام لمقاولات المغرب وبدعم من الجمعية الفرنكوفونية للجان الوطنية لحقوق الإنسان، يوما دراسيا سيجمع مختلف المعنيين وذوي المصلحة حول مسألة حقوق الإنسان والمقاولة.

المشاركون والمشاركات؛

الوزارات، المؤسسات الوطنية، المنتخبون و المنتخبات، الشركات الخاصة، الشركات العمومية، فيديرالية الغرف التجارية، المركزيات النقابية، الجمعيات، الخبراء والمؤسسات الدولية.

الأهداف العامة؛

تعزيز الحوار والتعاون بشأن القضايا المتعلقة بالمقاولة وحقوق الإنسان؛

وضع مقارنة شاملة متفق عليها من طرف ذوي المصلحة العمل تدريجيا وبشكل جماعي على الوقع الإيجابي لموضوع حقوق الإنسان على جميع ذوي المصلحة مع مراعاة الأدوار والمسؤوليات

الأهداف الخاصة؛

توضيح العلاقة بين حقوق الإنسان والمقاولة، وأثر ذلك على ذوي المصلحة؛

تشخيص الوضع الراهن المتعلق بحماية و احترام حقوق الإنسان و آليات الانتصاف المرتبطة بها؛
تحديد آفاق العمل المرتبطة بهذا المجال.



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
المجلس الوطني لحقوق الإنسان
Conseil national des droits de l'Homme



الإتحاد العام لمقاولات المغرب
الإتحاد العام لمقاولات المغرب
Confédération Générale des Entreprises du Maroc

Séminaire national

لقاء وطني

حقوق الإنسان والمقاولة بالمغرب **DROITS DE L'HOMME ET ENTREPRISE AU MAROC**

الدار البيضاء، 5 فبراير 2013
فندق كلدن توليب فرح

Casablanca, le 5 février 2013
Hôtel Golden Tulip Farah

Avec l'appui de :



بدعم من: